



QUE SIGNIFIE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR LE SECTEUR MINIER ?

Cinq tendances pour comprendre les risques de corruption
dans l'extraction des minerais de transition

Le programme d'exploitation minière responsable de Transparency International travaille sur l'ensemble du réseau mondial de TI pour déterminer où et comment la corruption peut s'immiscer dans le secteur minier. À l'aide de l'outil d'évaluation des risques de corruption associés aux octrois de droits miniers (MACRA), les sections nationales de TI présentes sur six continents ont identifié et évalué les risques de corruption dans l'octroi des droits miniers. En travaillant en collaboration avec les gouvernements, les entreprises, les organisations issues de la société civile et les communautés, nous voulons construire un processus plus juste, plus clair et plus propre pour l'obtention d'un permis dans le secteur minier. En construisant un meilleur système et un processus plus juste, nous pouvons prévenir la corruption avant même que le premier coup de bêche ne soit donné.

www.transparency.org.au

Auteurs : Ana Estefanía Carballo et Sebastian Sahla (Consultant auprès de Transparency International Australia)

Couverture : Mine de cobalt de Bou Azzer – Shutterstock

Les auteurs remercient Matthieu Salomon, Susannah Fitzgerald, Tamika Halwindii, Duyen Nguyen et Clancy Moore pour leur relecture et leurs commentaires lors d'une version antérieure. Nous sommes reconnaissants à Ferdian Yazid, Tamika Halwindii et Valéry Ramaherison pour leurs contributions perspicaces aux études de cas.

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations étaient présumées exactes en octobre 2022. Néanmoins, Transparency International Australia ne saurait accepter la responsabilité des conséquences de leur utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

Ce document de travail a été rédigé dans le cadre du programme d'exploitation minière responsable de Transparency International, qui est financé par l'Anglo American Foundation. La recherche, le langage, les points de vue, les conclusions et les stratégies décrites dans ce document ont été créées par Transparency International et Transparency International Australia et ne sont pas nécessairement approuvées par



2022 Transparency International Australia. Sauf indication contraire, ce travail est sous licence CC BY-ND 4.0. Citation autorisée.



TABLE DES MATIÈRES

Résumé analytique	2
Présentation	4
Qu'est-ce que cela signifie pour le secteur minier ? Cinq tendances à surveiller :	7
1 Une forte demande conduira à l'octroi de davantage de licences minières dans les provinces à faible gouvernance	8
2 La croissance rapide de la demande pour ces minéraux pourrait augmenter les comportements spéculatifs	12
3 L'accélération des projets et des initiatives stratégiques pour le secteur pourrait renforcer la pression gouvernementale et mettre en péril de nouveaux projets	14
4 L'augmentation de la participation de l'État dans la chaîne de valeur de l'extraction et de la transformation pourrait augmenter les risques de corruption	17
5 Les investissements dans des lieux sensibles pourraient exacerber les tensions environnementales, sociales et politiques	19
Recommandations politiques.	22
Lire la suite	23
Références	24

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Alors que le monde évolue vers des sources d'énergie plus propres, la demande en minerais augmente de façon exponentielle. Le secteur minier jouera un rôle essentiel afin d'assurer une transition énergétique durable et juste. Les technologies à faible émission de carbone dans la production d'électricité et dans les transports nécessitent un niveau d'apports en minerais plus élevé que leurs versions à base de combustibles fossiles. **Les estimations établies dans un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont indiqué que jusqu'à six fois la quantité d'apports en minerais est nécessaire pour une voiture électrique par rapport à une voiture classique.**¹ De même, la construction de centrales éoliennes terrestres nécessite neuf fois plus de ressources minérales que la construction d'une centrale au gaz de même capacité.



... six fois la quantité d'apports en minerais requis pour une voiture électrique par rapport à une voiture classique ».

Les technologies énergétiques propres nécessitent une multitude de minerais souvent appelés « minerais de la transition énergétique » ou « minerais essentiels » de par leur rôle dans la transition énergétique. Cela comprend des minerais importants tels que le cobalt, le cuivre, le lithium, le nickel et les terres rares, entre autres.^{2(p283)} La demande pour ces minerais augmentera considérablement si le monde veut respecter ses engagements climatiques et limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 2°C, et plus encore pour atteindre l'objectif de rester en dessous de 1,5°C. L'AIE alerte que la demande mondiale en minerais va au moins quadrupler d'ici 2040.¹

Malgré cette augmentation générale, la demande sera inégale en fonction des minerais, et difficile à prévoir.¹ La demande de lithium, par exemple, devrait être multipliée par plus de quarante, tandis que le graphite, le cobalt et le nickel devraient être multipliés par vingt, environ. D'autres, comme les terres rares ou le cuivre, connaîtront probablement une expansion moins spectaculaire. Cela impliquera toujours une demande prévisionnelle qui doublerait au moins dans le cas du cuivre et se multiplierait jusqu'à sept fois dans le cas des terres rares.^{1,3} Alors que la demande est soumise à de potentiels changements technologiques, la fabrication en circuit fermé ou les taux de recyclage, les analystes parlent d'un nouveau « supercycle des matières premières » ou d'un « boom minier ».⁴⁻⁷

Pour répondre à la demande croissante, le monde aura besoin de nouvelles mines, et ce contexte nouveau et en évolution rapide est source de défis et d'opportunités supplémentaires pour l'industrie minière, les gouvernements et les communautés.⁸ Nous voyons déjà la plupart de ceux-ci se produire dans le monde entier. Améliorer la gouvernance du secteur minier et garantir le maintien de l'intégrité des entreprises tout au long de la chaîne de valeur est crucial pour une transition énergétique durable et juste. Il est donc essentiel d'agir maintenant.

Ce bulletin politique met en lumière une sélection des principales tendances visant à appréhender les risques de corruption dans l'industrie minière en lien avec la transition énergétique, organisés autour de cinq domaines clés :

1. Une forte demande conduira à l'octroi de beaucoup de licences minières dans les pays à faible gouvernance.
2. La croissance rapide de la demande pour ces minerais pourrait augmenter les comportements spéculatifs.
3. L'accélération des projets et des initiatives stratégiques pour le secteur pourrait renforcer la pression gouvernementale et mettre en péril de nouveaux projets.
4. L'augmentation de la participation de l'État dans la chaîne de valeur dans le secteur de l'extraction et de la transformation pourrait augmenter les risques de corruption.
5. Les investissements dans des lieux sensibles pourraient exacerber les tensions environnementales, sociales et politiques.



Photo : Chargeur de voiture électrique – Possesed Photography – Unsplash



Photo : Installation de panneaux solaires – Éloi Omella – iStock

Chacune de ces tendances est évoquée avec des suggestions sur la façon d'évaluer les risques de corruption à l'aide des outils du programme d'exploitation minière responsable de Transparency International et en fournissant des références aux meilleures pratiques et des conseils spécifiques pour renforcer les initiatives de lutte contre la corruption. En partageant ces informations, nous souhaitons aider les entreprises, le gouvernement et les communautés à évaluer les risques et à comprendre les opportunités et les défis engendrés par ce contexte évolutif. Le bulletin se conclut par une série de recommandations politiques pour faire face à ces risques :

- Empêcher une nouvelle « malédiction des ressources » de mettre en difficulté les pays producteurs, en mettant en œuvre des mesures anti-corruption fortes à chaque étape de la chaîne de valeur. Évaluer les risques de corruption et concevoir des plans d'atténuation lors de l'examen de nouveaux projets miniers.
- Veiller à ce que les processus de consultation communautaire soient solides et inclusifs. Protéger les droits des communautés de fournir un consentement libre, préalable et éclairé, en particulier en garantissant des cadres et des considérations incluses pour les peuples autochtones.
- Améliorer les exigences de transparence et de responsabilité pour le secteur minier. Cela comprend la promotion de la transparence des contrats, la divulgation des paiements au gouvernement en ce qui concerne les projets, la participation à des initiatives internationales telles que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et la mise en place d'un registre des propriétés.

- Faire en sorte de renforcer les mesures anti-corruption dans les entreprises publiques, et dans les lieux où la mainmise de l'État sur le secteur minier est possible. Cela comprend le renforcement des réglementations relatives à la surveillance des personnes politiquement exposées (PPE), **afin d'empêcher les « portes tournantes » dans l'industrie et le gouvernement et les réglementations sur le lobbying et le financement politique.**
- Veiller à ce que la transition énergétique ne se fasse pas au détriment de la terre ou des communautés locales dans les pays producteurs en appliquant et en surveillant les évaluations des répercussions environnementales, en permettant la consultation des communautés et en mettant en œuvre des mesures anti-corruption tout au long du processus.

Ces politiques contribueront à des normes anti-corruption plus élevées et à des pratiques commerciales responsables dans le secteur minier - soutenant une transition énergétique durable et juste qui est écologiquement et socialement responsable, et qui ne compromet pas la terre ou les communautés où se trouvent ces minerais.

INTRODUCTION

Alors que le monde évolue vers des sources d'énergie plus propres, la demande en minerais augmente. La transition vers des technologies énergétiques propres pour produire et stocker de l'énergie est déjà en cours dans de nombreuses régions du monde, et tandis que nos centrales solaires, nos parcs éoliens et nos véhicules électriques se multiplient, les ressources minérales nécessaires à leur production se multiplient également.

Les sources d'électricité renouvelables devraient croître de 60 % entre 2020 et 2026, représentant 95 % des nouvelles sources d'ici la fin de cette période.⁹ En 2021, le nombre de voitures électriques vendues a doublé par rapport à l'année précédente, portant le parc mondial de voitures électriques à plus de 16 millions, ce qui a plus que triplé le montant total en 2018.¹⁰ La demande en voitures électriques a augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, et les estimations actuelles indiquent qu'il y aura plus de 100 millions de véhicules électriques d'ici 2030.^{10,11}



... les analystes politiques parlent d'un nouveau « supercycle des matières premières » ou d'un nouveau « boom minier ».

LES TECHNOLOGIES À FAIBLE TENEUR EN CARBONE AUGMENTERONT LA DEMANDE EN MINERAIS

Comme la plupart des technologies à faible émission de carbone, les voitures électriques ont atteint un niveau en apports minéral plus élevé que leurs versions à base de carburant fossile. Les estimations d'un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indiquent que jusqu'à six fois la quantité en apports minéral est nécessaire pour une voiture électrique par rapport à une voiture classique¹. De même, le rapport mentionne que jusqu'à 70 % de la production mondiale d'électricité pourrait provenir de centrales éoliennes et solaires d'ici 2050 pour atteindre des émissions nettes nulles. La construction de centrales éoliennes terrestres nécessite neuf fois plus de ressources minérales que la construction d'une centrale au gaz de même capacité.¹ Les technologies énergétiques propres nécessitent une multitude de minerais, souvent appelés « minerais de la transition énergétique » ou « minerais essentiels » pour leur rôle dans la transition énergétique. Cela comprend des minerais importants comme le cobalt, le cuivre, le lithium, le nickel et les terres rares, entre autres. La liste des minerais réellement nécessaires est toutefois plus longue, comme on peut le voir sur le schéma 1. Certains de ces minerais étaient auparavant peu demandés, avec des marchés établis qui nécessiteront encore une forte augmentation de la production.

La demande en minerais de la transition énergétique, essentiels pour le déploiement de technologies propres, connaîtra une croissance spectaculaire pour que le monde respecte ses engagements climatiques et limite

Schéma 1 Minerais requis pour les technologies énergétiques vertes

Technologie énergétique verte	Minéraux nécessaires
Solaire	Bauxite et alumine, cadmium, cuivre, gallium, germanium, indium, fer, plomb, nickel, sélénium, silicium, argent, tellure, étain, zinc
Vent	Bauxite et alumine, chrome, cobalt, cuivre, fer, plomb, manganèse, molybdène, terres rares, zinc
Véhicules électriques et stockage d'énergie	Bauxite et alumine, cobalt, cuivre, graphite, fer, plomb, lithium, manganèse, nickel, terres rares, silicium, titane

Source: Church, C., & Crawford, A. (2020). Minerals and the Metals for the Energy Transition: Exploring the Conflict Implications for Mineral-Rich, Fragile States. In M. Hafner & S. Tagliapietra (Eds.), The Geopolitics of the Global Energy Transition, p. 283. 2(p283)



Photo : Albany Wind Farm, Australie – Mark Cunningham – Unsplash

l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C, et plus encore pour atteindre l'objectif de rester en dessous de 1,5°C. L'AIE alerte que la demande générale en minerais va au moins quadrupler d'ici 2040.^{1(p9)}

LA DEMANDE EN MINERAIS SERA INÉGALE

Malgré cette augmentation générale de la demande, le rapport de l'AIE montre également les voies inégales que certains de ces minerais devront suivre¹. La demande de lithium, par exemple, devrait être multipliée par plus de quarante alors que le graphite, le cobalt et le nickel devraient être multipliés par vingt, environ. D'autres, comme les terres rares ou le cuivre, connaîtront probablement une expansion moins spectaculaire. Cela impliquera toujours une demande prévisionnelle qui doublerait au moins dans le cas du cuivre et se multiplierait jusqu'à sept fois dans le cas des terres rares.^{1,3}

Les trajectoires que les différents minerais suivront finalement sont difficiles à prévoir. Que le matériau soit nécessaire dans une gamme de technologies propres ou concentré dans une seule, la demande en minerais spécifiques pourra être soumise à un éventail de facteurs tels que le choix ou l'amélioration technologique, la substitution de matériaux, la fabrication en circuit fermé ou les taux de recyclage. Cela met en exergue la volatilité que ces marchés connaîtront à l'avenir.³ Pourtant, alors que les estimations varient et que les projections de la demande réelle diffèrent selon les scénarios retenus, les analystes

politiques parlent d'un nouveau « supercycle des matières premières » ou d'un nouveau « boom minier ».⁴⁻⁷

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, SOURCE DE NOUVEAUX DÉFIS DANS LE SECTEUR MINIER

Selon les prévisions divergentes et les rapports des organisations internationales, les universitaires et les analystes politiques, un message est incontestable : le secteur minier a un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique. Pour répondre à la demande croissante, le monde aura besoin de nouvelles mines – ce qui entraînera de nouvelles demandes d'octroi de licences, des négociations de contrats, des études d'évaluations sur l'impact environnemental et social (EIES), des consultations communautaires, des accords de partage des bénéfices, des régimes de redevances et des processus d'acquisition de terres. Améliorer la gouvernance du secteur minier et garantir le maintien de l'intégrité des entreprises tout au long de la chaîne de valeur est essentiel pour assurer une transition énergétique durable et juste. Il est donc vital d'agir dès maintenant.

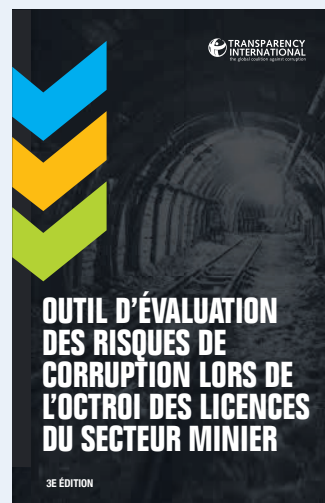
Ce contexte nouveau dont l'évolution est rapide est source de défis et d'opportunités supplémentaires pour l'industrie minière, les gouvernements et les communautés.⁸ Nous voyons déjà la plupart de ceux-ci se produire dans le monde entier. Ce bulletin politique met en lumière une sélection de tendances clés visant à comprendre les risques

de corruption dans l'industrie minière liés à la transition énergétique et s'organise autour de cinq axes clés :

1. Une forte demande conduira à l'octroi de davantage de licences minières dans les provinces à faible gouvernance.
2. La croissance rapide de la demande pour ces minerais pourrait augmenter les comportements spéculatifs.
3. L'accélération des projets et des initiatives stratégiques pour le secteur pourrait renforcer la pression gouvernementale et mettre en péril de nouveaux projets.
4. L'augmentation de la participation de l'État dans la chaîne de valeur dans le secteur de l'extraction et de la transformation pourrait augmenter les risques de corruption.
5. Les investissements dans des lieux sensibles pourraient exacerber les tensions environnementales, sociales et politiques.

Chacune de ces tendances sera évoquée avec des suggestions sur la façon d'évaluer ces risques à l'aide de nos outils. Les indicateurs font tout spécifiquement référence à notre outil d'évaluation des risques de corruption dans le cadre des octrois de licences minières, notre méthodologie de recherche phare aidant les utilisateurs à identifier et à évaluer les causes sous-jacentes de la corruption dans les octrois de licences minières. Ce sont ces risques qui alimentent la corruption et compromettent l'octroi légal, conforme et éthique des licences, permis et contrats du secteur minier. L'analyse et les idées partagées dans chaque tendance clé provenant des recherches entreprises par Transparency International, ainsi que de notre engagement auprès des petites, moyennes et grandes sociétés minières. La recherche est également éclairée par notre travail avec nos partenaires mondiaux, le Forum économique mondial, le Conseil international des mines et métaux (ICMM) et l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), ainsi que le groupe d'experts anti-corruption sur les minerais essentiels, sous l'égide de l'ITIE, l'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En partageant ces informations, nous souhaitons aider les entreprises, le gouvernement et les communautés à évaluer les risques et à comprendre les opportunités et les défis induits par ce contexte évolutif. Cela contribuera à des normes anti-corruption plus élevées et à des pratiques commerciales responsables dans le secteur minier - et contribuera à une transition énergétique durable et juste, qui ne portera préjudice ni à la terre ni aux communautés où se trouvent ces minerais.



L'OUTIL MACRA

L'outil d'évaluation du risque de corruption dans l'octroi des droits miniers (MACRA Tool) est notre outil méthodologique phare pour comprendre et identifier les risques de corruption dans le processus d'octroi des permis du secteur minier. L'outil aide ses utilisateurs à identifier et à évaluer les causes sous-jacentes de la corruption dans les octrois de licences du secteur minier - les risques qui créent des possibilités de corruption et compromettent l'octroi légal, conforme et éthique des licences, permis et contrats du secteur minier.

L'accent mis par l'outil sur les « octrois de licences du secteur minier » s'étend de l'octroi de droits d'exploration, d'extraction et d'expansion de la mine, aux exigences de consultation et de consentement de la communauté ainsi qu'aux licences environnementales et aux permis connexes.

L'outil a été utilisé dans 23 pays. Il contient 83 risques de corruption courants et a été approuvé par le Conseil international des mines et métaux (ICMM) et cité par différentes organisations telles que la Banque mondiale, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'outil MACRA s'est avéré être un cadre très efficace pour identifier et évaluer les facteurs de risque qui créent des vulnérabilités à la corruption à ce stade critique.

Tout au long de ce document d'information, des directives seront données pour utiliser l'outil MACRA afin d'évaluer le risque de corruption dans chacune des tendances évoquées. Les encadrés comprendront des références à des indicateurs MACRA spécifiques et pertinents.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR LE SECTEUR MINIER ?

CINQ TENDANCES À SURVEILLER :



1. LA FORTE DEMANDE ENTRAÎNERA L'OCTROI DE BEAUCOUP DES LICENCES MINIÈRES DANS LES PAYS À FAIBLE GOUVERNANCE

L'augmentation de la demande de minerais de la transition conduira à davantage de mines. Une augmentation de l'octroi des licences en lien avec les projets miniers pour ces minerais se produit déjà à un rythme accéléré dans de nombreuses régions du monde.¹² Une tendance clé pour comprendre l'impact de la transition énergétique sur le secteur minier est liée à la localisation de ces minerais.

Par rapport au marché du pétrole et du gaz, la production de nombreux minerais de la transition énergétique est décentralisée plus concentrée. Dans certains cas majeurs,

comme le lithium, le cobalt et les terres rares, les trois principaux pays producteurs sont responsables de plus de 75 % de la production totale, tandis qu'environ la moitié de

Schéma 2 – Les 3 principaux pays producteurs de minéraux de la transition clés



la production mondiale de cuivre et de nickel est concentrée dans les trois premiers producteurs (Schéma 2). La chaîne d'approvisionnement reste encore plus concentrée que l'étape d'extraction, la Chine jouant un rôle clé dans le traitement du lithium, du cobalt et des terres rares.^{1(p13)} Une chaîne de valeur minière concentrée géographiquement augmente les risques de perturbation et augmente la pression sur les systèmes de gouvernance dans le monde entier.³

Bien que ces minerais puissent être trouvés dans diverses parties du monde, dans de nombreux cas, les principales réserves se trouvent dans des provinces ayant des antécédents de gouvernance médiocres ou faibles.^{2,12,13} Comme nous pouvons le voir ci-dessous (Schéma 3), des réserves importantes sont contenues dans des pays où le niveau de corruption est élevé, tel que mesuré par l'indice de perception de la corruption de Transparency International.²

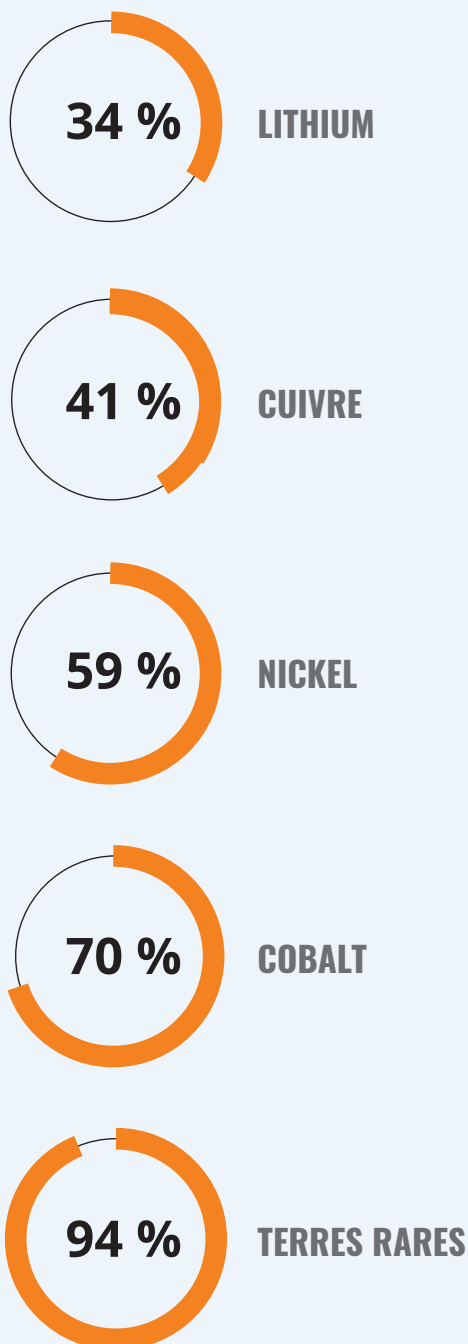
Cette tendance préoccupante peut être confirmée en examinant d'autres indicateurs de gouvernance. Une étude récente a par exemple révélé que pour décarboner le secteur de la production d'électricité, 32 % des minéraux devaient être extraits de pays dont la gouvernance du secteur minier est faible, médiocre ou défailante.^{13(p5)} Pour décarboner le secteur des transports, 40 % des minéraux devraient provenir de pays ayant les mêmes critères. Ces mises en garde édifiantes sont répétées dans la plupart des recherches et scénarios contemporains, et présentent certains plus grands risques de corruption liés à la transition énergétique.^{11,12,14}

Bien que certaines de ces tendances permettent de changer à mesure que de nouveaux gisements de minéraux sont découverts, des changements technologiques ou de nouvelles initiatives d'économie circulaire, une augmentation des octrois de licences dans ces provinces pourraient présenter certains risques. Ceux-ci peuvent être



Schéma 3.

POURCENTAGE DE MINÉRAIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SITUÉS DANS DES PAYS À FORT NIVEAU DE CORRUPTION



Source: Based on Church and Crawford (2020) Minerals and the Metals for the Energy Transition using the Transparency International 2017 Corruption Perceptions Index.

le résultat d'une mauvaise infrastructure institutionnelle pour faire face à l'augmentation de la demande d'octrois de licences par des agences qui n'ont pas la capacité humaine et financière pour le faire de manière efficace, efficiente et transparente. Cela pourrait entraîner des retards prolongés dans les octrois ou un manque de personnel pour examiner et surveiller la conformité. L'augmentation de la pression gouvernementale pour répondre à une forte demande dans ces contextes exacerbera probablement les risques de corruption existants, il est donc primordial d'évaluer chaque contexte spécifique.



UTILISATION DE L'OUTIL MACRA : ÉVALUER LES RISQUES DE CORRUPTION DANS LES CONTEXTES DE FAIBLE GOUVERNANCE

L'augmentation des octrois dans **les contextes de faible gouvernance** est susceptible de conduire à une **intensification des risques de corruption** qui sont déjà bien identifiés dans l'outil MACRA de TI et pourraient les dévier vers de nouvelles provinces. Cela inclut les risques liés :

- Aux capacités humaines, financières et techniques insuffisantes dans les agences gérant les octrois (par exemple, indicateurs MACRA CF3, CF4, CF6)
- Aux mauvaises pratiques administratives et mauvaise tenue des dossiers (par exemple, indicateurs MACRA PD17, PP1, PP3, PP9, PP12, PP15, PP16, ESIA2, ESIA5)
- À une clarté juridique insuffisante, y compris concernant les étapes et les critères des processus d'octroi et les exigences pour les EIES, l'accès aux terres et la consultation communautaire (par exemple, les indicateurs MACRA CF13, PD3, PD4, ESIA1, ESIA4, CC1, CC6, CC7)
- Au manque de transparence, y compris à propos du choix des méthodes d'octroi, des frais, de l'identité des demandeurs et des titulaires de licence, du statut et du résultat des demandes, des processus et consultations EIES, des données géologiques et des conditions des primes ou des paiements par signature (par exemple, MACRA Indicateurs PD2, PD5, PD6, PD13, PD15, PD16, PD18, PD19, PP11, ESIA3, ESIA6, CC5)
- À l'absence de garanties contre les conflits d'intérêts et autres vérifications de diligence raisonnables (par exemple, les indicateurs MACRA CF7, CF16, CF18, PD24, PP13, PP14)
- À l'absence d'application (par exemple, indicateurs MACRA PP17, PP19, PP20, PP21, CC8)

LE PROBLÈME DU NICKEL EN INDONÉSIE

Contribution de Ferdian Yazid – TI Indonésie

En tant que pays riche en ressources, le secteur minier indonésien est l'un des principaux piliers de l'économie. Par exemple, l'Indonésie est restée l'un des plus grands exportateurs de charbon au monde - même en pleine pandémie de COVID-19 en 2021.¹ Toutefois, le secteur minier a également été considéré comme l'un des secteurs d'activité présentant le risque de corruption le plus élevé.² La présence de personnes politiquement exposées (PPE) dans les entreprises charbonnières a provoqué un grave conflit d'intérêts.³

Malgré l'importance stratégique du secteur du charbon dans le pays, le gouvernement indonésien a identifié la transition énergétique comme étant une priorité stratégique. En tant qu'hôte des réunions annuelles du G-20 en 2022, l'Indonésie a fait du thème de la « transition énergétique durable » une question prioritaire.⁴ La transition énergétique a attiré l'attention sur un autre minéral du pays.

Outre le charbon, l'Indonésie est le plus grand producteur de nickel au monde.⁵ En tant que minéral de transition essentiel, la demande en nickel devrait être multipliée par 19, selon les estimations de l'AIE.⁶ Des risques de corruption similaires à ceux qui se produisent dans le secteur du charbon ont été identifiés : de nombreux EPI agissent en tant que commissionnaires ou administrateurs des sociétés minières de nickel.⁷ La corruption dans la phase d'octroi de licences d'extraction de nickel est également apparue.

Au beau milieu de la pression mondiale visant à accélérer le calendrier de la transition énergétique, le programme anti-corruption ne doit pas être oublié. La prévention des conflits d'intérêts doit être mise en œuvre et l'élaboration de politiques pour la transition énergétique doit être transparente et responsable, notamment au niveau public.

1. British Petroleum. BP Statistical Review of World Energy, 71ème édition.; 2022. Disponible depuis le 14 octobre 2022. <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2022-full-report.pdf>
2. Kenny P, Warbuton E. Paying Bribes in Indonesia: A Survey of Business Corruption.; 2021. Disponible depuis le 14 octobre 2022. https://www.newmandala.org/wp-content/uploads/2021/01/Paying-bribes-in-Indonesia_formatted.pdf
3. Bersihkan Indonesia. Coalruption: Shedding Light on Political Corruption in Indonesia's Coal Mining Sector.; 2018. Disponible depuis le 14 octobre 2022. <https://www.greenpeace.org/static/planet4-indonesia-stateless/2018/12/727d7a2d-coalruption-english-web.pdf>
4. G20. G20 Presidency of Indonesia. <https://www.g20.org>. Publié en 2022. Disponible depuis le 14 octobre 2022. <https://www.g20.org>
5. Indonesian Ministry of Energy and Mineral Resources. LTJ Dan Mineral Kritis Untuk Transisi Energi Dan Strategi Eksploitasinya.; 2022. Disponible depuis le 14 octobre 2022. https://drive.esdm.go.id/wl/?id=YmnVteYVokPjxTDEa7kpKmzWn5YYNjep&path=3%29%20FGN%20-LTJ%20%26%20Mineral%20Kritis%20Indonesia%20%2831-3-22%29.pdf&preview_plugin=1&method=openInBrowser
6. IEA. (2021). <i>The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions</i>. International Energy Agency. <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions>
7. Haris Prabowo. Halmahera dalam Cengkeraman Taipan Tambang Nikel & Pejabat Korup. Tiro.id. Publié en 2021. Disponible depuis le 14 octobre 2022. <https://tirto.id/halmahera-dalam-cengkeraman-taipan-tambang-nikel-pejabat-korup-ghDB>

2. LA CROISSANCE RAPIDE DE LA DEMANDE POUR CES MINÉRAIS POURRAIT AUGMENTER LE COMPORTEMENT SPÉCULATIF

Alors que les demandes du marché augmentent rapidement, une tendance importante à comprendre est le risque d'augmentation des comportements spéculatifs. Pour répondre à cette demande, on estime que 1,7 milliard de dollars d'investissements dans l'industrie minière seront nécessaires d'ici 2035. Il s'agit d'une estimation colossale, surtout par rapport aux 600 milliards de dollars investis au cours des 15 dernières années dans cinq des principaux minéraux.¹⁵ Les espoirs de croissance du marché poussent les entreprises et les gouvernements à tirer le meilleur parti du contexte et peuvent conduire à une augmentation des comportements spéculatifs.

Lorsque les enjeux du marché sont si élevés, en particulier dans un contexte où l'urgence et l'échéance sont considérés comme primordiaux, un comportement spéculatif peut être motivé par un appétit pour le risque plus important. Considérer ces marchés miniers comme critiques peut supplanter les normes de marché définies, d'autant plus que l'exploitation minière augmentera dans les pays dont les cadres de gouvernance sont plus faibles.¹² Par exemple, des rapports ont émergé sur la façon dont certains hôtels de luxe dans certains de ces principaux marchés miniers émergents sont devenus des sites pour que de nouveaux investisseurs se rassemblent dans l'espoir de sécuriser certaines de ces ressources convoitées.¹⁶ Le marché du lithium, autre exemple, s'est tellement échauffé que les analystes le qualifient dans ce contexte de nouvelle « ruée vers l'or blanc ».¹⁷ En 2021, par exemple, les petites sociétés minières, dont la plupart n'ont pas encore produit de quantités importantes de lithium, ont récolté 529 millions de dollars d'investissements en seulement trois mois, alors qu'il leur fallait parfois plus de deux ans pour atteindre ce niveau. Au total, plus de 3 milliards de dollars ont été levés par les investisseurs au cours de la même période, soit sept fois le montant levé entre 2018 et 2020.¹⁸

Les risques associés aux comportements spéculatifs dans le contexte de l'industrie minière sont très bien identifiés, mais dans le contexte de la transition énergétique, ils peuvent être intensifiés ou déplacés vers de nouvelles provinces. Les risques peuvent inclure de nouveaux acteurs entrant sur le marché avec des capacités anti-corruption insuffisantes ou des acteurs établis de longue date pénétrant dans des provinces à haut risque. Alors que les grandes entreprises jouent un rôle central dans la production de certains des principaux minéraux de la transition (Voir le schéma 4), elles ont fait la preuve d'une approche prudente pour s'engager dans de nouveaux projets.^{1(p41),19} Au fur et à mesure que les petites entreprises pénètrent le marché pour extraire ces principaux minéraux, il existe un risque qu'elles manquent de politiques, de processus et d'expérience pratique pour gérer les risques de corruption ou de familiarité avec les cadres des meilleures pratiques et les exigences légales pour prévenir la corruption. Ces risques sont aggravés, comme nous l'avons vu plus haut, lorsque les petites et grandes entreprises se développent sur des marchés plus récents, où les cadres de gouvernance sont plus faibles.



Le marché du minerais de lithium, ... est devenu si intéressant que les analystes qualifient ce contexte de nouvelle « ruée vers l'or blanc ».

Photo : Légende : Roche de minéral de sulfure de nickel - istockphoto



Schéma 4.

GRANDES ENTREPRISES PRODUCTRICES DE MINÉRAIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les entreprises suivantes représentent la plus grande proportion de la production mondiale de certains minéraux de la transition énergétique :^{1(p36)}

CUIVRE :

- Codeco : 8 %
- BHP : 6 %
- Freeport McMoRan : 6 %
- Glencore : 5 %
- Southern Copper Corporation : 5 %
- Autres : 70 %

NICKEL :

- Vallée : 8 %
- Norilsk Nickel : 7 %
- Glencore : 4 %
- Groupe Jinchuan : 3 %
- BHP : 2 %
- Autres : 76 %

LITHIUM :

- Albemarle : 24 %
- M² : 12 %
- Lithium Tianqi : 11 %
- Ressources minérales : 8 %
- Ressources Galactiques : 6 %
- Autres : 39 %

COBALT :

- Glencore : 27 %
- Shalina Resources : 10 %
- China Molybdenum : 9 %
- Gécamines : 6 %
- Groupe Eurasie : 4 %
- Autres : 44 %



Photo : Mine de cuivre de Huelva – Shutterstock



UTILISATION DE L'OUTIL MACRA : ÉVALUER LES RISQUES DE CORRUPTION LIÉS AUX COMPORTEMENTS SPÉCULATIFS

Les risques de corruption liés aux comportements spéculatifs sont très bien identifiés dans l'ensemble de l'industrie minière. La transition énergétique **peut intensifier ces risques ou les déplacer vers de nouvelles provinces**. Cela inclut les risques liés :

- Aux transferts de licence, de permis ou de contrat (indicateur MACRA PD25)
- À la spéculation foncière (indicateur MACRA CF14 et CF15)
- À la propriété réelle cachée (indicateur MACRA PP4)
- Aux préjugés et au favoritisme dans le partage d'informations relatifs aux octrois (indicateur MACRA PP7)

3. L'ACCÉLÉRATION DES PROJETS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES POUR LE SECTEUR PEUT ACCROÎTRE LA PRESSION GOUVERNEMENTALE ET METTRE EN DANGER DE NOUVEAUX PROJETS

Partout dans le monde, les gouvernements sont sous pression pour répondre à ce contexte unique : faciliter une transition énergétique durable et respecter leurs engagements climatiques tout en répondant à la demande des marchés miniers. La pandémie de COVID-19 et l'émergence de préoccupations mondiales en matière de sécurité énergétique à la suite du conflit en Ukraine ont suscité l'attention sur le secteur minier. Le secteur des minerais de la transition, tout spécifiquement, est devenu une priorité stratégique commune.²⁰ Pour ce faire, les gouvernements mettent en place des initiatives visant à encourager, accélérer ou faciliter autrement les projets miniers.

Ces activités peuvent prendre la forme d'incitations fiscales, de mise en œuvre d'initiatives stratégiques pour le secteur, de rationalisation des processus d'octroi des licences afin de réduire les délais ou d'accélérer les demandes de projets dans ce secteur. Les exemples au niveau national ou infranational abondent dans de nombreuses régions du monde. En Indonésie, au Brésil et au Pérou, des initiatives ont été proposées pour rationaliser le processus d'approbation des nouveaux projets miniers.²⁰⁻²³ Au cours des derniers jours de son mandat, l'ancien président américain Trump a accéléré de manière controversée l'approbation de la mine de lithium de Thacker Pass en invoquant sa valeur stratégique dans le cadre des politiques du gouvernement américain en matière de minéraux essentiels.²⁴ L'administration Biden a annoncé en 2022 que les investissements majeurs pour développer l'approvisionnement national en minerais essentiels se poursuivraient.²⁵ En Australie, les gouvernements fédéral et régionaux ont établi des initiatives stratégiques pour attirer les investissements et favoriser les principaux secteurs miniers.²⁶⁻²⁸ De même, l'UE a récemment créé l'Alliance européenne des matières premières, qui, entre autres initiatives, fournit



Photo : Cobalt, cuivre et nickel, Paul Alain-Hunt – Unsplash



... l'accélération des processus d'octroi des licences peut se faire au détriment du respect des processus de diligence raisonnable ... »

un financement de démarrage afin d'encourager le développement de projets miniers essentiels.²⁹

Dans de nombreux cas, ces initiatives sont soutenues par des associations industrielles et des organisations internationales cherchant à lever les obstacles à la transition énergétique. Les chambres de commerce du



Photo : Bassins d'évaporation de lithium, Silver Peak Mine, Nevada, États-Unis - Shutterstock

Canada et des États-Unis, par exemple, ont publié des déclarations appelant leurs gouvernements respectifs à renforcer leur stratégie sur les minerais essentiels et à introduire des incitations pour soutenir leurs industries minières nationales.^{12(p4)} Le rapport de l'AIE sur les minerais essentiels a proposé de rationaliser les « procédures d'autorisation afin de raccourcir les délais » et de soutenir le développement de nouveaux projets.^{1(p14)}

Ces initiatives peuvent être un signe encourageant les gouvernements à accorder la priorité à l'action dans l'effort visant à accélérer une transition durable, et sont susceptibles de se poursuivre. L'accélération du processus d'octroi des licences peut se faire au détriment du respect des processus de diligence raisonnable, en particulier ceux liés à l'évaluation sur l'impact environnemental et social, et mettre en péril les structures existantes.^{12(p4)} « Assouplir » ou « simplifier » les procédures d'octroi peut rendre les cadres réglementaires vulnérables à la discrétion des décideurs ou supprimer les garanties nécessaires. Une demande accrue d'évaluation de nouveaux projets associés à l'urgence de raccourcir les délais pousse les gouvernements à réagir et peut exacerber les risques de corruption connus ou laisser les communautés sans suffisamment de temps et d'informations pour donner leur consentement. Atténuer ces risques accrus de corruption tout en répondant à la croissance du marché est un défi majeur à relever pour assurer une transition énergétique durable et juste.



UTILISATION DE L'OUTIL MACRA : ÉVALUER LES RISQUES DANS LES PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES DE PROJETS MINIRS

Sans garanties, **les processus d'octroi adaptés** peuvent être sujets à des abus. Ces risques sont identifiés dans l'outil MACRA. Ils comprennent les risques liés à :

- Des processus d'octroi structurés pour faire prévaloir les intérêts du secteur minier sur l'intérêt public (indicateur MACRA CF1)
- Des décideurs ayant un pouvoir discrétionnaire excessif, y compris dans le choix des méthodes d'octroi et la durée et le calendrier du processus d'octroi, ainsi que le refus potentiel aux titulaires de permis d'exploration le droit de premier refus (indicateurs MACRA PD1, PD12)
- Des garanties insuffisantes dans les appels d'offres, y compris un manque d'indépendance des responsables examinant les offres, ainsi que la collusion ou le truquage d'offres (indicateurs MACRA PD7, PP5, PP6)
- Des garanties insuffisantes dans les négociations directes, y compris un manque de clarté concernant les fonctions des négociateurs gouvernementaux et des conditions de négociation (indicateurs MACRA PD8, PD9)

RENFORCEMENT DU CADRE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES MINERAIS ESSENTIELS À MADAGASCAR

Contribution de Valéry Ramaherison – TI Madagascar

La dernière politique minière officielle de Madagascar a été promulguée en 1998 et stipulait parmi ses principaux objectifs « d'obtenir les résultats du secteur minier en promouvant les activités des grandes mines »¹. Lors de la transition politique malgache qui s'est déroulée de 2009 à 2013, une nouvelle réglementation a été publiée, interdisant toute nouvelle exploration minière ou délivrance de nouvelles licences minières². La décision de geler l'octroi des licences minières a affaibli la gestion du secteur minier et conduit à sa phase de latence pendant plus d'une décennie.

En conséquence, au cours des 12 dernières années, Madagascar n'a pas enregistré de nouveaux projets d'exploration provenant d'initiatives de financement locales ou d'investissements privés. Il y a eu de multiples tentatives d'amélioration de son cadre juridique, notamment pour mettre à jour son Code minier. Une nouvelle proposition devrait passer par un processus de validation au 4ème trimestre 2022. Un effort particulier a été fait pour inclure des taxations progressives et différenciées selon les minerais disponibles pour l'extraction à Madagascar.

Le nouveau Code minier peut offrir une opportunité de revitaliser le secteur minier de Madagascar et mettre le pays en position de négocier les meilleurs contrats, en particulier pour ce qui concerne les minerais essentiels.

Madagascar possède l'un des plus grands sites miniers latéritiques de nickel et de cobalt exploités par Ambatovy, qui se classe parmi les plus grands au monde.⁴ C'est également l'une des principales destinations d'investissements étrangers en Afrique subsaharienne, avec un montant total de 7,2 milliards de dollars en 2013.⁴ Le pays possède également d'autres sites miniers de minerais stratégiques tels que le chrome et le graphite.⁵ L'augmentation de la demande en minerais de la transition et l'absence de stratégie définitive de la part du gouvernement renforcent les vulnérabilités et les risques de corruption liés à l'extraction minière. Le renforcement du cadre réglementaire des minéraux essentiels est vital pour assurer une transition énergétique juste et durable à Madagascar.

1. Décret No. 98-394, 28 mai 1998.

2. Note 34/2011/PM/SGG/SC du 6 avril 2011; Transparency International Madagascar (2020) Mining Awards Corruption Risk Assessment in Madagascar, accessible at https://transparency.org.au/wp-content/uploads/2021/11/Madagascar_Report_EN.pdf

3. Ambatovy, <https://ambatovy.com/en/>

4. World Bank (2015). Economic Contributions from Industrial Mining in Madagascar. World Bank, Washington, DC accessible at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23021>

5. Chambre des Mines Madagascar (2014) Monographie du Secteur Minier Malgache, accessible sur <http://www.mineschamber.mg/images/Monographie-du-secteur-minier-malgache.pdf>

4. L'ACCROISSEMENT DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT À LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'EXTRACTION ET DE LA TRANSFORMATION PEUT ACCROÎTRE LES RISQUES DE CORRUPTION

Les entreprises publiques (SOEs) jouent un rôle fondamental dans l'économie mondiale, représentant plus de 22 % des plus grandes entreprises internationales en 2018.³⁰ Elles constituent un mécanisme essentiel permettant aux pays de mener leurs politiques économiques et d'adopter une gestion stratégique des ressources naturelles. Elles jouent également un rôle central dans la transition énergétique. De leur implication dans les industries des combustibles fossiles (les entreprises publiques produisent 55 % du pétrole et du gaz mondial et contrôlent 90 % des réserves) à leur rôle majeur dans la production d'électricité (les entreprises publiques ont financé 38 % des investissements énergétiques mondiaux en 2019), les entreprises publiques sont des acteurs clés dans la chaîne de valeur des minerais de la transition.³¹

La perception de l'importance stratégique des minerais de la transition énergétique suscite des appels à une participation accrue de l'État et à une transformation locale dans le monde entier. Cela a conduit les États à utiliser les entreprises publiques comme réponse commune. Dans certains cas, les entreprises publiques sont consolidées sur le marché depuis plusieurs décennies, comme dans le cas des entreprises publiques minières de cuivre au Chili, en Zambie et en RDC³² ou le cas du minerai de fer en Suède ou de l'aluminium en Indonésie.

Tout en conservant leur place sur ces marchés miniers, certaines de ces entreprises publiques ont également joué un rôle primordial dans d'importantes initiatives et stratégies afin de répondre au contexte de la transition énergétique.³¹ Par exemple, Inalum, société indonésienne d'extraction d'aluminium, a pris des mesures pour augmenter sa production d'aluminium, mais a également pris des participations dans les opérations de la mine de nickel de Vale, dans le pays.^{33,34} La Gécamines, la société minière de cuivre basée au RDC, dirige une filiale pour formaliser le secteur minier du cobalt, tandis que LKAB, société suédoise de minerai de fer, a rejoint une initiative visant à produire du minerai de fer sans CO₂.^{31(p32),35} YPF, la compagnie pétrolière nationale argentine, a annoncé qu'elle lançait son premier projet d'extraction de lithium dans le pays, tandis qu'au Mexique, le gouvernement a récemment créé une entreprise publique pour extraire le lithium après avoir nationalisé ses réserves.^{36,37}

Une participation accrue de l'État aux marchés des minerais de la transition énergétique peut être un bon signe que les États prennent des mesures pour assurer une transition énergétique durable et juste et pour protéger les intérêts de leurs citoyens et de leurs terres. Ce peut être une étape très positive, en particulier dans le contexte de ce qui a été décrit comme un « déficit d'audace dans la gestion des ressources naturelles » : il s'agit d'un manque d'action décisionnelle et opportune pour relever certains défis climatiques les plus accablants de notre époque.³⁸ Pourtant, une plus grande implication de l'État, en particulier dans la création ou

l'expansion des entreprises publiques, peut augmenter les risques de corruption. Cela peut conduire, par exemple, à ce que les entreprises publiques soient des « acteurs et arbitres » dans le processus d'octroi des droits miniers, bénéficient d'informations privilégiées ou entraînent un traitement arbitraire des investisseurs privés.

Lorsque l'État est chargé à la fois de la réglementation et de l'extraction d'un produit minéral, les conflits d'intérêts peuvent rendre les cadres de réglementation ou de surveillance plus vulnérables. En effet, une enquête de l'OCDE auprès des employé(e)s des entreprises publiques a révélé que plus de 50 % des employé(e)s du secteur minier ont déclaré avoir eu connaissance d'actes de corruption au sein de leur entreprise au cours des trois dernières années.^{30(p27)}



UTILISATION DE L'OUTIL MACRA : ÉVALUER LES RISQUES DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES

La transition énergétique pourrait **intensifier bon nombre de risques** déjà identifiés dans l'outil MACRA, notamment :

- Favoritisme et conflits d'intérêts liés au rôle des entreprises publiques nationales dans les processus d'octroi (par exemple, indicateurs MACRA CF8, PD10)
- Manque de clarté ou de transparence concernant les activités des entreprises publiques ou des partenariats entre les investisseurs étrangers et les entreprises locales (par exemple, les indicateurs MACRA CF9, PD11 et PD22)
- Traitement arbitraire des investisseurs privés, y compris l'expropriation des droits miniers (indicateur MACRA CF12)

En 2017, l'Institut de la gestion des ressources naturelles (NRGI) a examiné 74 entreprises publiques des secteurs pétrolier, gazier et minier.³⁹ Parmi celles-ci, 48 entreprises publiques ont reçu des évaluations de gouvernance considérées comme « faibles » ou inférieures.

Ces statistiques et les évaluations précédentes des risques d'implication de l'État dans l'extraction minière devaient servir de mise en garde afin de comprendre

dans quelles mesures les risques de corruption peuvent être omniprésents et insidieux, mais ne devraient pas décourager d'autres actions. Leur objectif est plutôt de souligner l'importance de comprendre ces risques de corruption et de veiller à ce que des mécanismes institutionnels existent afin de permettre au secteur minier d'être transparent et responsable, capable de relever les défis d'une transition énergétique durable et juste.

MINÉRAIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ZAMBIE

Contribution de Tamika Halwindii – TI Zambie

Pendant longtemps, le cuivre a été un produit d'exportation majeur, représentant plus de 60 % des exportations de la Zambie¹. L'exploitation minière continue d'être un secteur important pour l'économie zambienne, représentant 17,5 % du produit intérieur brut et plus de 70 % des recettes en devises en 2021.² Le gouvernement s'efforce de stimuler la croissance économique en Zambie et le secteur minier aura un rôle prépondérant à jouer.

Dans le contexte de la transition énergétique, et avec un intérêt croissant pour les réserves minérales du pays, le gouvernement a récemment annoncé son intention d'augmenter la production minérale à 3 millions de tonnes métriques au cours des cinq prochaines années.² Il s'agit d'une augmentation importante, de plus de 250 %, par rapport à la moyenne annuelle actuelle de 797 000 tonnes métriques. Le cuivre et le cobalt, principaux minerais de la transition, jouent un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif ambitieux.

Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement prévoit d'étendre l'exploration minière. Le gouvernement a annoncé et anticipé de nouveaux projets miniers, principalement dans les mines de cuivre.² Cela comprend un investissement dans le secteur minier d'une valeur de 1,35 milliard de dollars américains pour l'expansion d'un projet d'extraction du cuivre

ainsi que le développement d'un nouveau projet en lien avec le nickel dans la province située au nord-ouest du pays. Pour assurer une production et des investissements accrus dans le secteur minier, le gouvernement prévoit de maintenir un environnement politique cohérent, y compris des politiques fiscales pour le secteur.

« ... Cela placera le pays dans une puissante campagne d'expansion minière dans la réalisation des 3 millions de tonnes métriques de production de cuivre au cours des neuf prochaines années. »

– Ministre des Finances lors de son récent discours sur le budget national, en septembre 2022

Les plans du gouvernement comprennent également la restructuration du régime de redevances du secteur minier particulièrement applicable au cuivre et des projets visant à renforcer le secteur des minerais de la transition dans le pays. Par exemple, en avril 2022, la Zambie a signé un accord de coopération avec la République démocratique du Congo pour la fabrication de voitures électriques. L'accord comprend des plans pour une usine de fabrication de voitures qui sera située en Zambie avec des apports en minerais en cobalt provenant principalement de la République démocratique du Congo.³

1. Zambia Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) 13ème rapport ITIE de Zambie, 2020. Accessible sur <https://zambiaeiti.org/wpcontent/uploads/2022/01/2020-ZEITI-Report.pdf>

2. Discours sur le budget national de la Zambie 2023 prononcé par le ministre des Finances et de la Planification nationale à l'Assemblée nationale le vendredi 30 septembre 2022.

3. UNECA(2022) La Zambie et la RDC signent un accord de coopération pour la fabrication de batteries électriques. Accessible sur <https://www.uneca.org/stories/zambia-and-drc-sign-cooperation-agreement-to-manufacture-electric-batteries>

5. LES INVESTISSEMENTS DANS DES LIEUX SENSIBLES PEUVENT EXACÉRBER LES TENSIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET POLITIQUES

Une demande plus élevée en minerais de la transition est susceptible d'augmenter le nombre de projets miniers dans des lieux sensibles. Nous avons déjà vu dans la tendance 1 qu'un nombre significatif de sites sur lesquels une grande partie de l'extraction minière nouvelle et élargie aura lieu se trouvent dans un contexte de gestion faible. Le risque dans ces zones est aggravé par le fait qu'une grande partie de ces projets miniers est située dans des écosystèmes sensibles ou vulnérables, où les impacts environnementaux sont accrus par des points chauds de biodiversité ou par des niveaux critiques de stress hydrique.⁴⁰

Souvent, ces projets sont situés sur ou à proximité des terres des peuples autochtones, où soit la formalisation des concessions est précaire, soit le contrôle de la conformité est difficile, soit les deux.¹² Même dans des zones qui ne sont généralement pas classées comme sensibles, l'intensification de l'extraction, y compris pour des gisements plus profonds ou de qualité inférieure, peuvent avoir des conséquences désastreuses en termes d'augmentation des émissions de carbone, de dégradation des terres, de gestion insuffisante ou inadéquate des déchets ou des résidus.^{11,41-43}

Les risques sont différents en fonction des minerais et des sites. Environ la moitié de la production mondiale de cuivre et de lithium, par exemple, est concentrée dans des zones à fort stress hydrique.^{1(p130)} Cela comprend le « triangle du lithium », région comportant l'Argentine, la Bolivie et le Chili et dans laquelle se trouvent 60 % des réserves mondiales.^{44,45} L'exploitation minière en eaux profondes contient les plus grandes réserves de certains des principaux minerais de la transition.

« Une consultation demande de prendre le temps d'identifier toutes les parties prenantes, de les impliquer et de travailler en collaboration avec elles au début et tout au long du processus. »

Par exemple, la zone minière ultramarine de la fracture Clarion- Clipperton contient plus de cobalt que l'ensemble des réserves terrestres à l'échelle mondiale.^{11(p3)}

L'exploration minière des profondeurs marines progresse et des gisements plus précieux ont été identifiés qui ne l'avaient jamais été jusqu'alors, mais les structures de gouvernance restent sous-développées, ce qui est préoccupant.⁴⁶ Ceci est particulièrement inquiétant car des structures de gouvernance faibles sont incapables de permettre une surveillance ou un suivi suffisant des réglementations environnementales de l'un des écosystèmes les plus précieux au monde.

Les questions environnementales ne sont pas les seuls risques préoccupants. L'exploitation minière dans des zones sensibles peut augmenter le risque d'ingérence dans les terres ou d'empiètement sur les terres, augmenter les expulsions ou le déplacement des communautés là où le droit de propriété n'est pas suffisamment formalisé ou ne fournit pas de conditions suffisantes pour obtenir un consentement libre, préalable et éclairé. Une étude récente portant sur plus de 5 000 projets miniers liés à la transition énergétique en cours a révélé que plus de 69 % d'entre eux étaient situés sur ou à proximité des terres des peuples autochtones ou dans des communautés rurales éloignées.¹² Les découvertes varient selon les minerais ; plus de 80 % des projets de lithium et plus de la moitié des projets de nickel, de cuivre et de zinc sont situés sur les terres des peuples autochtones. Parmi ces projets, près des deux tiers sont situés dans des provinces qui ont les antécédents de gouvernance sont faibles ou médiocres, en particulier en ce qui concernent les réglementations en matière de consultation et de consentement. Qui plus est, les récentes tentatives de réponse aux restrictions liées au Covid-19 ont vu les provinces assouplir les exigences de consultation et de consentement, les déplacer vers des espaces virtuels, ce qui présente des difficultés d'accès pour les communautés, ou supprimer le travail de terrain des évaluations sur l'impact environnemental.^{20(p7)} Si certaines de ces initiatives ont été conçues comme

des solutions temporaires au contexte pandémique, elles mettent en évidence certains risques urgents liés à l'expansion des activités minières dans des sites sensibles.

Les risques de corruption liés aux études sur l'impact environnemental ou à la conduite de consultations avec les communautés peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'environnement, l'économie et les communautés situés à proximité des mines. Une consultation demande de prendre le temps d'identifier toutes les parties prenantes, de les impliquer et de travailler en collaboration avec elles au début et tout au long du processus. Lorsqu'elle est correctement menée, elle permet aux gens de s'exprimer sur l'impact des projets miniers sur leurs terres et leurs moyens de subsistance. Comprendre les risques de corruption liés à l'augmentation de l'extraction dans les zones sensibles peut garantir que les cadres réglementaires restent efficaces dans le contrôle du respect des normes environnementales et permettent des espaces appropriés pour que les communautés comprennent, consultent et donnent leur consentement et leur permis d'exploitation sociale.



UTILISATION DE L'OUTIL MACRA : ÉVALUER LES RISQUES DANS UN CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIALEMENT SENSIBLE

Les sensibilités environnementales et sociales pourraient **modifier les risques de corruption** liés aux EIES, à l'accès à la terre et à la consultation et au consentement des communautés. Cela comprend les risques liés :

- Aux autorisations ou licences accordées sans autorisation requise, notamment de la part des services susceptibles de contrôler de façon plus minutieuse les aspects environnementaux et sociaux (adaptation de l'indicateur MACRA PP18)
- À la manipulation des négociations pour l'accès à la terre ou le consentement de la communauté afin de vaincre l'opposition des parties prenantes (adaptation des indicateurs MACRA CC2, CC3 et CC4)
- À la représentation frauduleuse des données sur les impacts environnementaux et sociaux pour contourner des exigences plus strictes en matière d'octrois (adaptation de l'indicateur MACRA ESIA2)

UNE « RUÉE VERS L'OR BLANC » EN ARGENTINE





Photo : Marais salants de Jujuy, en Argentine, d'où le lithium est extrait des saumures – iStock.

Le « triangle du lithium » est situé à l'intersection des frontières de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie et détient la majorité des réserves mondiales de lithium.¹ À cet endroit, le lithium est extrait des saumures situées sous de vastes marais salants et a été le point central du boom mondial de l'extraction du lithium, dans ce que beaucoup ont appelé une « ruée vers l'or blanc ».² En Argentine, cette « ruée vers l'or blanc » s'est traduite par une expansion rapide des nouveaux projets et des concessions attribués, notamment dans les provinces du nord. Actuellement, plus de 30 projets miniers liés au lithium sont à divers stades de développement, contre seulement deux projets en 2008.³

Cette industrie en plein essor signifie que le lithium est souvent présenté en Argentine comme une ressource stratégique qui peut offrir d'importantes opportunités de croissance socio-économique et de progrès technologique. Les gouvernements nationaux et infranationaux ont soutenu l'expansion du marché de l'extraction du lithium et encouragé les privilèges technologiques en aval.⁴ Récemment, la société énergétique nationale du pays, YPF, a lancé son premier projet lié au lithium.⁵ Avec JEMSE, entreprise publique provinciale qui est copropriétaire d'une mine de lithium, les entreprises publiques argentines manifestent un vif intérêt dans la participation au secteur minier du lithium.⁶

Cependant, l'industrie du lithium en plein essor dans le pays met également en évidence certains

défis majeurs qu'elle pose aux zones locales. Les mines de lithium du pays sont situées dans des zones aux écosystèmes fragiles, où l'eau est rare et où vivent de nombreux peuples autochtones.⁶ Comme l'extraction du lithium dans le pays est basée sur l'évaporation de l'eau - plutôt que sur l'extraction traditionnelle de la roche - les préoccupations concernant la consommation d'eau qu'elle engendre augmentent. La nouvelle approche technologique de l'industrie présente de nombreux défis pour le cadre réglementaire minier de l'Argentine, ayant été élaborée avant toute exploitation de mine de lithium dans le pays.⁴ Cette nouvelle situation pose également des défis pour fournir des mécanismes inclusifs et solides d'engagement et de consultation avec les communautés locales. Par exemple, un groupe de 33 communautés autochtones de la région a élaboré son propre protocole de consultation et d'engagement avec le gouvernement et les sociétés minières, après s'être senti non représenté par les processus existants.⁷ Transparency International Argentine a mis en exergue les risques de corruption et les faiblesses des processus de consultation et de la participation citoyenne au sein du secteur minier du pays.⁸

Avec une industrie minière du lithium en pleine croissance en Argentine, les impacts environnementaux et les tensions sociales s'accroissent, confirmant le rôle prépondérant que jouent les processus inclusifs de consultation et d'engagement avec les communautés locales afin d'assurer une transition énergétique durable et juste.

1. USGS. Mineral commodity summaries 2021. Mineral Commodity Summaries (2021) doi:10.3133/MCS2021.

2. The Economist. A battle for supremacy in the lithium triangle. The Economist (2017).

3. Secretaría de Minería. Portfolio of Advanced Projects: Lithium. (2021).

4. Obaya, M., López, A. & Pascuini, P. Curb your enthusiasm. Challenges to the development of lithium-based linkages in Argentina. Resources Policy 70, 101912 (2021).

5. Reuters. Argentine state-run miners launch first-time lithium project | Reuters. (2022).

6. Dorn, F. M. & Peyré, F. R. Lithium as a Strategic Resource: Geopolitics, Industrialization, and Mining in Argentina. Journal of Latin American Geography 19, 68-90 (2020).

7. Comunidades de la Cuenca de Salinas Grandes y Laguna de Guayatayoc. Kachi Yupi - Huellas de la Sal. <https://farn.org.ar/kachiyupi-huellas-de-la-sal/> (2015).

8. Poder Ciudadano. Riesgos de Corrupción en Concesiones Mineras. Oportunidades para la Integridad y Transparencia en el Sector Minero en Argentina. http://poderciudadano.org/publicaciones/PoderCiudadano_RiesgosCorrupcionConcesionesMineras.pdf (2020).

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES ET LES PRATIQUES ANTI-CORRUPTION DE HAUT NIVEAU SONT ESSENTIELLES POUR ASSURER UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET DURABLE

Alors que le monde s'efforce de tenir ses promesses en matière de climat, l'industrie minière a un rôle clé à jouer. Fournir les minerais nécessaires pour passer à des sources d'énergie plus propres nécessite un effort titanesque de la part des entreprises, des gouvernements et des communautés. Alors que nous accélérons la création des conditions matérielles pour les nouveaux parcs éoliens et solaires, pour les véhicules électriques et pour les solutions de stockage d'énergie, nos efforts de lutte contre la corruption doivent rester plus élevés que jamais. Des normes anti-corruption plus strictes et des pratiques commerciales responsables sont essentielles pour garantir que la transition vers les énergies renouvelables soit juste et durable, pour tous.

Le programme d'exploitation minière responsable de Transparency International est déterminé à travailler pour garantir que la gouvernance du secteur minier soit transparente, responsable et participative, et protège les intérêts sociaux et environnementaux des générations actuelles et futures. Nous continuerons à travailler avec les entreprises, les gouvernements et les communautés pour relever les normes d'intégrité commerciale dans le secteur minier et contribuer à une transition énergétique durable et juste.

Recommandations politiques¹

- Empêcher une nouvelle « malédiction des ressources » d'affliger les pays producteurs, en mettant en œuvre des mesures anti-corruption fortes à chaque étape de la chaîne de valeur. Évaluer les risques de corruption et concevoir des plans d'atténuation lors de l'examen de nouveaux projets miniers.
- Veiller à ce que les processus de consultation communautaire soient solides et inclusifs. Protéger les droits des communautés à fournir un consentement libre, préalable et éclairé, en particulier en garantissant des cadres et des considérations sexospécifiques pour les peuples autochtones.
- Améliorer les exigences de transparence et de responsabilité pour le secteur minier. Cela comprend la promotion de la transparence des contrats, la divulgation des paiements au gouvernement au niveau des projets, l'adhésion à des initiatives internationales telles que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et la mise en place d'un registre public de la propriété en vigueur.
- Faire en sorte de renforcer les mesures anti-corruption dans les entreprises publiques, et dans les lieux où la mainmise de l'État sur le secteur minier est possible. Cela comprend le renforcement des réglementations relatives à la surveillance des personnes politiquement exposées (PPE), afin d'empêcher les « portes tournantes » dans l'industrie et le gouvernement et les réglementations sur le lobbying et le financement politique.
- Veiller à ce que la transition énergétique ne se fasse pas au détriment de la terre ou des communautés locales dans les pays producteurs en appliquant et en surveillant les évaluations d'impact environnemental, en permettant la consultation des communautés et en mettant en œuvre des mesures anti-corruption tout au long du processus.

1. Nous sommes reconnaissants pour les discussions et les recommandations éclairées du Groupe d'experts anti-corruption sur les minéraux critiques, convoqués par l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), le Natural Governance Resources Institute (NRGI) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui ont fortement soutenu ces recommandations. Voir le groupe d'experts Anti-Corruption on Critical Minerals, « Preventing Corruption in Energy Transition Mineral Supply Chains. Un appel à l'action urgente » (à paraître).

POUR EN SAVOIR PLUS

- Programme d'exploitation minière responsable de TI, [Stronger Community Voices: Addressing Corruption Risks in Community Consultation in Mining](#) – définit les liens entre la consultation communautaire et la corruption lors de l'octroi de licences d'exploration, de nouveaux projets miniers ou d'expansions minières.
- Programme d'exploitation minière responsable de TI, [Promoting Beneficial Ownership and Integrity Screening in the Mining Sector](#) – fournit des conseils pour promouvoir le contrôle de la propriété effective.
- Programme d'exploitation minière responsable de TI, [Corruption risks and ESG screening of mining investments – investor briefing paper](#) – détaille trois domaines clés que les investisseurs doivent prendre en compte dans le cadre de la diligence raisonnable sur les investissements miniers – risques liés aux pays, risques liés aux licences et risques de l'entreprise.
- Programme d'exploitation minière responsable de TI, [Anti-Corruption Guide for Junior Mining Companies](#) – explique l'analyse de rentabilisation de l'action de l'entreprise contre les pots-de-vin et la corruption, énonce les risques de corruption et les signaux d'alarme dans cinq domaines à haut risque concernant des licences minières, y compris les tiers, et fournit des liens vers des exemples de politiques anti-corruption et de matériel de formation pour les petites sociétés minières.
- Programme d'exploitation minière responsable de TI [Through the Looking Glass: Corruption Risk in Mining Licensing and Permitting in the Pandemic Era](#) – décrit l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les risques de corruption du secteur et prend en compte les implications plus larges pour l'environnement, le social et la gouvernance (ESG).
- Institut de gouvernance des ressources natu, [Diagnosing Corruption in the Extractive Sector: A Tool for Research and Action](#), l'outil de diagnostic de la corruption de NRGi vise à aider les acteurs de la lutte contre la corruption à relever les défis liés à la corruption dans le secteur, en donnant la priorité à la participation multipartite.
- Institut de gouvernance des ressources naturelles, [Anticorruption Guidance for Partners of State-Owned Enterprises](#) propose des mesures concrètes que les sociétés pétrolières, gazières et minières internationales devraient adopter pour réduire les risques de corruption dans leur travail avec les entreprises publiques (EP) dans les secteurs pétrolier, gazier et minier.
- EITI, [Strengthening governance of critical minerals](#), explique comment la transparence et le dialogue multipartite peuvent être utilisés pour faire la lumière sur les défis de gouvernance, aider à identifier des solutions et fournir une plate-forme d'action collective dans le secteur des minéraux essentiels.
- Open Ownership, [Shining a light on company ownership: The role of beneficial ownership transparency in the energy transition](#) – fournit des conseils sur la transparence de la propriété réelle dans le contexte de la transition énergétique.
- OECD, [Ownership and Governance of State-Owned Enterprises: A Compendium of National Practices](#) – fournit des informations facilement accessibles et à jour sur les cadres institutionnels, juridiques et réglementaires de chaque pays pour la propriété publique des entreprises, aidant à la mise en œuvre des Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.
- OECD, [Frequently Asked Questions on How to Address Bribery and Corruption Risks in Mineral Supply Chains](#) – fournit des conseils pratiques sur la manière dont les entreprises peuvent identifier, prévenir, réduire et signaler les risques de contribution à la corruption via leur approvisionnement en minerais.
- OECD, [Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas](#) – fournit des conseils pratiques sur la manière dont les entreprises peuvent identifier, prévenir, réduire et signaler les risques de contribution à la corruption via leur approvisionnement en minerais.
- United Nations Global Compact, [The Business Reference Guide to the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples](#), aide les entreprises à comprendre, accepter et soutenir les droits des peuples autochtones en illustrant comment ces droits sont pertinents pour les activités commerciales.

RÉFÉRENCES

1. IEA. The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions. International Energy Agency; 2021. Accessed September 17, 2022. <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions>
2. Church C, Crawford A. Minerals and the metals for the energy transition: Exploring the conflict implications for mineral-rich, fragile states. *Lecture Notes in Energy*. 2020;73:279-304. doi:10.1007/978-3-030-39066-2_12/FIGURES/5
3. Hund K, la Porta D, Fabregas T, Laing T, Drexhage J. Minerals for Climate Action: The Mineral Intensity of the Clean Energy Transition – CommDev.; 2020. Disponible depuis le 1er octobre 2022. <https://www.commddev.org/publications/minerals-for-climate-action-the-mineral-intensity-of-the-clean-energy-transition/>
4. Janes A, Stringer D, Leung A. There's a Fortune to Be Made in the Obscure Metals Behind Clean Power. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/graphics/2021-materialsilver-to-lithium-worth-big-money-in-clean-energy/>. Published September 21, 2021. Disponible depuis le 1er octobre 2022.
5. The Economist. Is a commodities supercycle under way? *The Economist*. Published online June 2, 2021. Disponible depuis le 20 septembre 2022. <https://www.economist.com/the-economist-explains/2021/06/02/is-a-commoditiessupercycle-under-way>
6. Economist Intelligence Unit. The transition to clean energy will mint new commodity superpowers: Full metal jackpot – ProQuest. *Global Business Review*. Published online April 2, 2022. Disponible depuis le 30 septembre 2022. <https://www.proquest.com/docview/2659844431/abstract/E56F75D7DCFC42FDPQ/1?accountid=12372>
7. Foley C. Critical minerals offer us a new kind of mining boom. *The Australian*. <https://www.proquest.com/docview/2708242962/citation/C775E748E2A747D1PQ/1?accountid=12372>. Published August 30, 2022. Disponible depuis le 14 octobre 2022.
8. EITI. Making the Grade: Strengthening Governance of Critical Minerals POLICY BRIEF Strengthening Governance of Critical Minerals.; 2022.
9. IEA. Renewables 2021.; 2021. Disponible depuis le 10 octobre 2022. <https://www.iea.org/reports/renewables-2021>
10. IEA. Global EV Outlook 2022.; 2022. Accessed September 28, 2022. <https://www.iea.org/news/global-electric-carsales-have-continued-their-strong-growth-in-2022-after-breaking-records-last-year>
11. Lèbre É, Stringer M, Svobodova K, et al. The social and environmental complexities of extracting energy transition metals. *Nature Communications* 2020 11:1. 2020;11(1):1-8. doi:10.1038/s41467-020-18661-9
12. Owen JR, Kemp D, Harris J, Lechner AM, Lèbre É. Fast track to failure? Energy transition minerals and the future of consultation and consent. *Energy Res Soc Sci*. 2022;89. doi:10.1016/j.erss.2022.102665
13. Watari T, Nansai K, Nakajima K, Giurco D. Sustainable energy transitions require enhanced resource governance. *J Clean Prod*. 2021;312:127698. doi:10.1016/j.jclepro.2021.127698
14. Ali SH, Giurco D, Arndt N, et al. Mineral supply for sustainable development requires resource governance. *Nature* 2017 543:7645. 2017;543(7645):367-372. doi:10.1038/nature21359
15. Kettle J. Faster Decarbonisation And Mining: A Crisis Of Confidence Or Capital? *Wood Mackenzie*. Published online 2020. Accessed October 5, 2022. <https://www.woodmac.com/news/opinion/faster-decarbonisation-andmining-a-crisis-of-confidence-or-capital/>
16. Searcey D, Lipton E, Forsythe Mi. On the Banks of the Furious Congo River, a 5-Star Emporium of Ambition. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2021/12/07/world/congo-cobalt-investor-fleuve-hotel.html>. Published December 7, 2021. Disponible depuis le 5 octobre 2022.
17. Penn I, Lipton E. The Lithium Gold Rush: Inside the Race to Power Electric Vehicles. *The New York Times*. Published May 6, 2021. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://www.nytimes.com/2021/05/06/business/lithium-mining-race.html>
18. Li YY. Wall Street Is Betting Billions on an EV-Fueled Lithium Comeback – Bloomberg. *Bloomberg Asia Edition*. Published online March 21, 2021. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-19/investors-flock-back-to-lithium-as-battery-bust-turns-to-boom#xj4y7vzkq>
19. Toledano P, Brauch M, Kennedy S, Mann H. Don't Throw Caution to the Wind: In the Green Energy Transition, Not All Critical Minerals Will Be Goldmines. *Columbia Center on Sustainable Investment Staff Publications*. Published online July 1, 2020. Disponible depuis le 5 octobre 2022. https://scholarship.law.columbia.edu/sustainable_investment_staffpubs/7
20. Grice T. Through the Looking Glass: Corruption Risk in Mining Licensing and Permitting in the Pandemic Era.; 2021. Disponible depuis le 7 octobre 2022. <https://transparency.org.au/publications/corruption-risk-in-mining-licensing-and-permitting-in-the-pandemic-era/>
21. Bloomberg. Peru Becomes Mining Hot Spot After New Minister Vows to Streamline Permitting. Published online January 13, 2021. Disponible depuis le 5 octobre 2022. <https://www.bloomberg.com/press-releases/2021-01-12/perubecomes-mining-hot-spot-after-new-minister-vows-to-streamline-permitting>
22. Spring J. Brazil's lower house passes bill to ease environmental permits |. *Reuters*. <https://www.reuters.com/business/environment/brazils-lower-house-passesbill-ease-environmental-permits-2021-05-13/>. Published May 13, 2021. Disponible depuis le 5 octobre 2022.

23. Wilda Amasrini B. Indonesia passes new mining law revisions, met with praise and protest | Reuters. Reuters. <https://www.reuters.com/article/indonesia-miningidUSL4N2CU2Q4>. Published May 12, 2020. Disponible depuis le 5 octobre 2022.
24. Bureau of Land Management. The Bureau of Land Management releases final environmental impact statement for the Thacker Pass Lithium Mine. Publié le 4 décembre 2020. Disponible depuis le 5 octobre 2022. <https://www.blm.gov/press-release/bureau-land-management-releases-final-environmental-impact-statement-thackerpass>
25. The White House. Securing a Made in America Supply Chain for Critical Minerals – The White House. Publié le 22 février 2022. Disponible depuis le 5 octobre 2022. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/02/22/fact-sheet-securing-a-made-in-america-supply-chain-for-critical-minerals/>
26. Department of Jobs TS and I. Western Australia's Future Battery and Critical Minerals Industries Strategy Update.; 2020. Disponible depuis le 5 octobre 2022. <https://www.wa.gov.au/government/publications/western-australias-future-battery-industry-strategy>
27. NSW Government. Critical Minerals and High-Tech Metals Strategy.; 2021. Disponible depuis le 5 octobre 2022 <https://www.nsw.gov.au/criticalminerals>
28. Department of Industry S and R. Australia's Global Resources Strategy | Department of Industry, Science and Resources. Publié en 2022. Disponible depuis le 5 octobre 2022. <https://www.industry.gov.au/publications/australias-global-resources-strategy>
29. ERMA. About us – European Raw Materials Alliance (ERMA). ERMA. Publié en 2022. Disponible depuis le 5 octobre 2022 <https://erma.eu/about-us/>
30. OECD. State-Owned Enterprises and Corruption: What Are the Risks and What Can Be Done? OECD; 2018. doi:10.1787/9789264303058-EN
31. OECD. Climate Change and Low-Carbon Transition Policies in State-Owned Enterprises.; 2022. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://www.oecd.org/publications/climate-change-and-low-carbon-transition-policies-in-state-owned-enterprises-e3f7346c-en.htm>
32. NRGI. Copper Giants: Lessons from State-Owned Mining Companies in the DRC and Zambia.; 2017. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://www.resourcedata.org/dataset/rgi-copper-giants-lessons-from-state-owned-mining-companies-in-the-drc-and-zambia/resource/de4c92f5-a721-4dba-bc37-514382b3fae4>
33. Reuters. Indonesian state miner completes 20% stake buy in Vale unit for \$375 million. <https://www.reuters.com/article/vale-indonesia-divestiture-idINKBN26T07F>. Publié le 8 octobre 2020. Disponible depuis le 6 octobre 2022.
34. SMM News. Indonesian aluminium giant Inalum wants to build a new smelter or triple its current annual capacity. Publié le 22 janvier 2020. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://news.metal.com/newscontent/101020282/indonesian-aluminium-giant-inalum-wants-to-build-a-new-smelter-or-triple-its-current-annual-capacity/>
35. Home A. DRC: Government creates Gécamines subsidiary with monopoly powers to purchase artisanal cobalt. Business & Human Rights Resource Centre. <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/drc-government-creates-g%C3%A9camines-subsi-dary-with-monopoly-powers-to-purchase-artisanal-cobalt/>. Publié le 28 février 2020. Disponible depuis le 6 octobre 2022.
36. Reuters. Argentine state-run miners launch first-time lithium project | Reuters. <https://www.reuters.com/markets/commodities/argentine-state-run-miners-launch-first-time-lithium-project-2022-09-26/>. Publié le 22 septembre 2022. Disponible depuis le 6 octobre 2022.
37. Reuters. Mexico creates state-run lithium company, to go live within 6 months | Reuters. <https://www.reuters.com/legal/litigation/mexico-creates-state-run-lithium-company-go-live-within-6-months-2022-08-24/>. Publié le 25 août 2022. Disponible depuis le 6 octobre 2022.
38. Kaufman D, Picon M. The Audacity Deficit in Natural Resource Governance.; 2022. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://www.brookings.edu/research/the-audacity-deficit-in-natural-resource-governance/>
39. Natural Resource Governance Institute. 2017 Resource Governance Index.; 2017. Disponible depuis le 6 octobre 2022. <https://resourcegovernance.org/analysis-tools/publications/2017-resource-governance-index>
40. Sonter LJ, Dade MC, Watson JEM, Valenta RK. Renewable energy production will exacerbate mining threats to biodiversity. *Nat Commun.* 2020;11(1). doi:10.1038/S41467-020-17928-5
41. Valenta RK, Kemp D, Owen JR, Corder GD, Lèbre. Re-thinking complex orebodies: Consequences for the future world supply of copper. *J Clean Prod.* 2019;220:816-826. doi:10.1016/j.jclepro.2019.02.146
42. Werner TT, Mudd GM, Schipper AM, Huijbregts MAJ, Taneja L, Northey SA. Global-scale remote sensing of mine areas and analysis of factors explaining their extent. *Global Environmental Change.* 2020;60:102007. doi:10.1016/J.GLOENVCHA.2019.102007
43. Kemp D, Lebre E, Owen J, Valenta R. Clean energy? The world's demand for copper could be catastrophic for communities and environments. *The Conversation.* Published online April 8, 2021. Accessed October 6, 2022. <https://theconversation.com/clean-energy-the-worlds-demand-for-copper-could-be-catastrophic-for-communities-and-environments-157872>
44. Marconi P, Arengo F, Clark A. The arid Andean plateau waterscapes and the lithium triangle: flamingos as flagships for conservation of high-altitude wetlands under pressure from mining development. *Wetl Ecol Manag.* 2022;30(4):827-852. doi:10.1007/S11273-022-09872-6/TABLES/3
45. USGS. Mineral commodity summaries 2021. Mineral Commodity Summaries. Published online 2021. doi:10.3133/MCS2021
46. Kung A, Svobodova K, Lèbre E, Valenta R, Kemp D, Owen JR. Governing deep sea mining in the face of uncertainty. *J Environ Manage.* 2021;279:111593. doi:10.1016/J.JENVMAN.2020.111593

Transparency International Australia
Siège social :

Level 4, Deutsche Bank Place
126 Philip Street Sydney NSW 2000

Adresse postale et e-mail :
PO Box 13276 Law Courts VIC 8010

info@transparency.org.au
+61 (03) 9018 7551

www.transparency.org.au

Twitter: @TI_Mining, @TIAustralia

[linkedin.com/company/ti-australia](https://www.linkedin.com/company/ti-australia)